Your Excellencies, Members of Government,

Distinguished Heads of Companies and Public Establishments,

Distinguished Economic Operators of the private sector,

Distinguished Presidents of employers’ organizations,

The Mayor of the Yaounde 2 Council,

The Project Manager of the Government Action Fair,

Experts and Speakers,

Participants,

Distinguished guests,

Ladies and Gentlemen,

I wish you all a warm welcome to the official opening ceremony of this 9th edition of the Government Action Fair, the SAGO 2020.

Thank you for having responded in numbers to the invitation you received for this occasion.

Your presence here once again attests to the interest that each of you has in this important event, which is an event platform for showcasing government work and for establishing communication between various institutional and professional actors, for ever greater efficiency in the action of public authorities, at the service of our populations.

Your Excellencies, Members of Government,

Distinguished guests,

Ladies and Gentlemen,

At the end of the 8th edition of this show, which took place in 2019, we parted on a note of satisfaction overall, in view of the progress made since the previous edition, in terms of organization and the participation of numerous stakeholders.

We then expressed the wish to have an even more successful event this year, with more outstanding innovations.

To this end, we recommended an improvement in the synergies upstream of the organization process, between the Government and the organizers, in order to increase the presence of institutional stakeholders, with a more intensive promotion for the general public, in order to improve the attractiveness of the event.

Excellences Mesdames, Messieurs les Membres du Gouvernement,

Distingués Invités,

Mesdames, Messieurs,

Le premier constat que nous faisons déjà, à l’ouverture de cette édition, c’est l’augmentation substantielle des participants, avec plus de 150 stands d’exposition, contre une cinquantaine pour l’édition précédente.

Il y a lieu, de ce point de vue, de souligner l’engagement du secteur des transports, sous l’impulsion du Ministre en charge de ce secteur, avec une forte implication dans les modules de communication et des échanges professionnels, notamment dans le cadre de la conférence inaugurale, prévue cet après-midi sur le thème : « Transformation structurelle et perspectives de modernisation du secteur des transports et de la météorologie. »

D’autres conférences suivront également, animées par des administrations publiques et des entreprises du secteur public sur des thématiques éminemment porteuses.

Je citerai à ce sujet, le Ministère de l’Emploi et de la Formation Professionnelle sur le thème : « Miser sur le capital humain, gage de croissance économique », le Ministère du Contrôle Supérieur de l’État sur le thème : « Rôle de l’Institution supérieure du contrôle dans la gestion des finances publiques », le Fonds d’Équipement et d’Intervention Intercommunale, le FEICOM qui parlera de son rôle auprès des communes pour des services publics de qualité, du Port Autonome de Douala venu présenter les grands axes de sa métamorphose structurelle ou encore du Bureau National de l’État Civil, le BUNEC en plein déploiement dans un contexte d’accélération du processus de décentralisation.

Nous apprécions également l’option d’élargissement du champ du SAGO au-delà de la sphère institutionnelle, avec la participation de plus en plus prononcée des opérateurs économiques relevant du secteur privé.

En effet, et nous le disions déjà l’année dernière. La vitrine de l’action gouvernementale que constitue le SAGO, ne doit pas être perçue comme la seule affaire du Gouvernement.

Le SAGO doit en effet devenir un espace plus ouvert, à même de projeter le visage économique de l’ensemble du pays, à travers ce que les acteurs du développement, qu’ils soient publics et privés, réalisent pour le bien-être de nos populations.

Car, s’il est vrai que l’élaboration des politiques publiques relève avant tout de la responsabilité des pouvoirs publics, il l’est tout autant que leur conception doit s’inspirer de l’état de leur mise en œuvre, et impliquer en aval du processus, l’ensemble des acteurs du développement national.

Face à un tel enjeu, nous devons nous appuyer sur les apports de la communication.

Comme nous l’indiquait le CHEF DE L’ETAT dans son Instruction Générale du 01er octobre 2002 relative à l’organisation du travail gouvernemental, je le cite *« La communication est une composante essentielle du travail gouvernemental. En effet, il ne suffit pas seulement de bien faire, encore faudrait-il faire savoir. Les citoyens doivent régulièrement être informés, pour mieux percevoir les motivations et l'action des pouvoirs publics ».* fin de citation.

Autrement dit, ce que le CHEF DE L’ETAT nous demande de faire, c’est d’une part d’informer les populations sur la substance de l’action gouvernementale, et d’autre part, de questionner en toute objectivité, l’efficacité de cette action, en la mettant à l’épreuve du public.

C’est ainsi - nous en sommes convaincus - que nous nous assurons de la cohérence entre les options prises au niveau des instances d’élaboration et d’impulsion de l’action gouvernementale, avec les attentes réelles des populations et partant, les résultats escomptés.

C’est dire que, mise au service de l’action gouvernementale, la communication se doit d’être orientée vers un impératif de performance globale, et servir de levier stratégique pour l’atteinte des objectifs d’émergence.

En procédant de la sorte, nous nous assurerons autant que possible de l’adhésion de nos concitoyens à nos prises d’options et de décisions. Nous serons également à même de mesurer, le cas échéant, les écarts éventuels entre les objectifs visés et nos différentes projections stratégiques.

Cette contrainte devient d’autant plus impérieuse que le processus de décentralisation porté à bout de bras par LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, Son excellence Paul BIYA, connaît ces derniers temps, une accélération notoire, avec la mise en place des Conseils Régionaux.

Conformément à la Constitution et au Code électoral en vigueur, LE CHEF DE L’ETAT a en effet convoqué les collèges électoraux à procéder le 06 décembre 2020 à l’élection des Conseillers régionaux.

Au lendemain de ces élections, l’architecture institutionnelle de la décentralisation affichera complet dans notre pays.

Dans cette nouvelle configuration, la mission générale de progrès économique et social dont la responsabilité incombe à l’État va connaître une nouvelle dynamique au sein de laquelle la participation des populations sera plus que jamais déterminante.

Il va donc sans dire que, plus encore que par le passé, des initiatives de marketing et de communication évènementielle telle que celle du SAGO, seront d’une utilité appréciable, pour la présentation des opportunités de développement de mise en valeur des creusets d’émergence que représentent les collectivités territoriales décentralisées dans leur ensemble.

Aussi, voudrions-nous exprimer à l’endroit des jeunes promoteurs de ce projet, tout le soutien du Gouvernement, pour le courage, la détermination et l’engouement dont ils font preuve depuis bientôt une décennie, afin de porter cette formidable idée, dans des conditions parfois difficiles.

En s’engageant dans une telle voie, ces promoteurs font preuve de patriotisme et d’un sens de la citoyenneté qui malheureusement font défaut à certains compatriotes, y compris, au sein des générations à priori plus avancées.

Et c’est précisément de cette jeunesse que notre pays a le plus besoin. Une jeunesse active et au service du développement de la nation, une jeunesse créative, déterminée à émerger et à faire émerger le Cameroun tout entier.

Sur cette exhortation et souhaitant longue vie au SAGO, je souhaite, au nom du Gouvernement, plein succès à l’édition 2020 du Salon de l’Action Gouvernementale.

 Je vous remercie de votre attention.